



ARRETE N° 115/2017

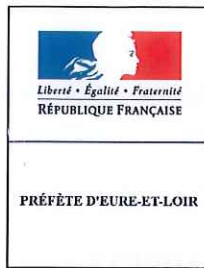
signé par
Sophie BROCAS, Préfète d'Eure-et-Loir

le 11 septembre 2017

28- Préfecture d'Eure-et-Loir
DMMS-BPIAE

Délégation de signature au profit de M. Christophe MILLESCAMPS, Directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Centre





**Délégation de signature au profit de M. Christophe MILLESCAMPS
Directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Centre**

**La Préfète d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier l'Ordre National du Mérite,**

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L 221-2 mentionnant l'entrée en vigueur des actes réglementaires, qui s'établit au lendemain de l'accomplissement des formalités de publicité, sauf à ce qu'il en soit disposé autrement,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986, modifiée, adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide et de santé,

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002, modifiée, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU le décret n° 88-949 du 6 octobre 1986, modifié, relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU le décret n° 2008-689 du 9 juillet 2008, modifié, relatif à l'organisation du ministère de la justice,

VU le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse,

VU le décret du 16 février 2017, portant nomination de Mme Sophie BROCAS, en qualité de Préfète d'Eure-et-Loir, à compter du 13 mars 2017,

VU le décret du 22 août 2017 portant nomination de M. Régis ELBEZ, Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir,

VU l'arrêté ministériel du 30 novembre 2016 portant nomination de M. Christophe MILLESCAMPS, directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Centre, à compter du 2 novembre 2016,

VU l'arrêté préfectoral n°64/2017 en date du 13 mars 2017, portant délégation de signature au profit de M. Christophe MILLESCAMPS, directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Centre,

ARRETE

Article 1er :

L'arrêté préfectoral n°64/2017 en date du 13 mars 2017, portant délégation de signature au profit de M. Christophe MILLESCAMPS, directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Centre, est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à M. Christophe MILLESCAMPS directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Centre, à l'effet de signer, pour le compte de la Préfète d'Eure-et-Loir les correspondances courantes relatives à l'instruction des procédures d'autorisation de création, d'habilitation, de tarification et de fermeture des établissements, services et lieux de vie et d'accueil prenant en charge directement des mineurs et jeunes majeurs sous protection judiciaire.

Article 3 :

En application de l'article 44 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, M. Christophe MILLESCAMPS peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité par arrêté publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir et le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse Grand Centre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur immédiatement à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir.

Chartres, le 11 SEP. 2017

La Préfète d'Eure-et-Loir,

Sophie BROCAS



Délais et voies de recours :

"Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à :

M. le Préfet d'Eure-et-Loir

Place de la République, CS 80 537 - 28019 CHARTRES Cedex ;

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie 45000 ORLEANS

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours."